



**RAPPORT DE PRÉSENTATION EN CONSEIL MUNICIPAL EN VUE DE RECUEILLIR LA DÉLIBÉRATION (PRÉVUE PAR L'ARTICLE L1411-4 DU C.G.C.T) SUR LE PRINCIPE DU LANCEMENT D'UNE NOUVELLE PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC, POUR L'EXPLOITATION DU CRÉMATORIUM DE GAP ET DES ALPES DU SUD**

**CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 24 SEPTEMBRE 2021**

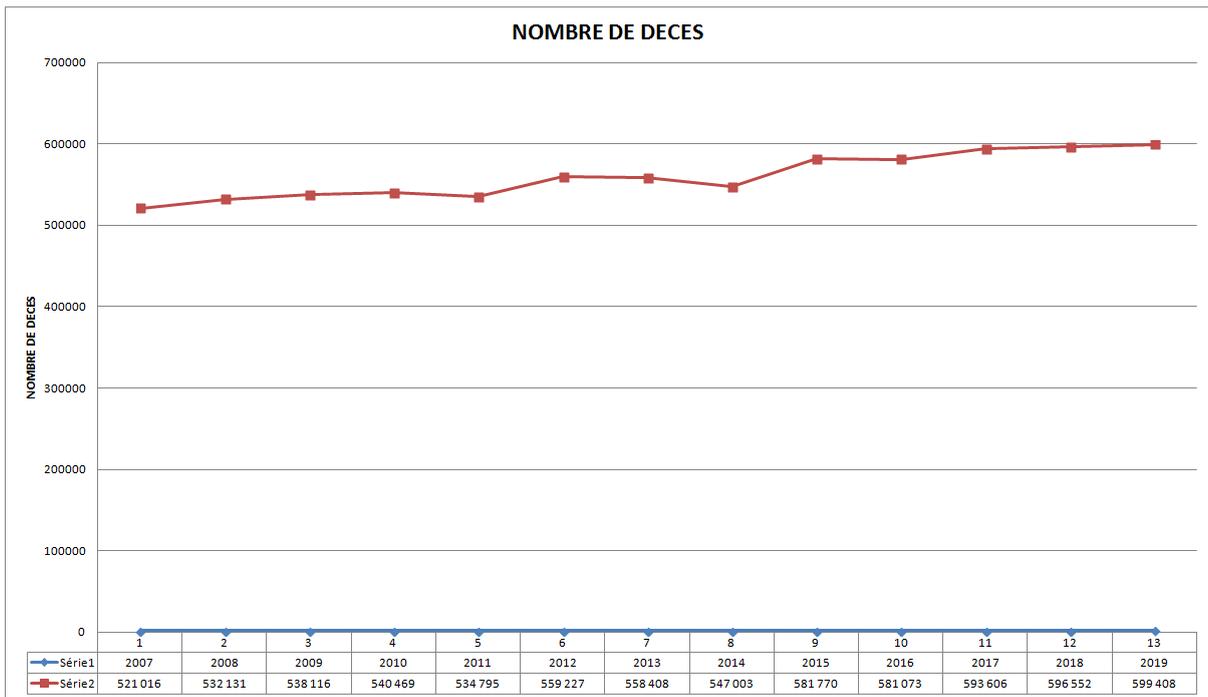
**LA PRÉSENTATION DU CONTEXTE.**

Le nombre de décès en France devrait augmenter, dans les prochaines années (voir les projections INSEE, INED...), notamment à cause du vieillissement de la population.

| Année | Total   | Hommes  | Femmes  |
|-------|---------|---------|---------|
| 2007  | 521 016 | 268 206 | 252 810 |
| 2008  | 532 131 | 271 697 | 260 434 |
| 2009  | 538 116 | 273 917 | 264 199 |
| 2010  | 540 469 | 275 415 | 265 054 |
| 2011  | 534 795 | 272 470 | 262 325 |
| 2012  | 559 227 | 281 468 | 277 759 |
| 2013  | 558 408 | 281 427 | 276 981 |
| 2014  | 547 003 | 275 657 | 271 346 |
| 2015  | 581 770 | 290 621 | 291 149 |
| 2016  | 581 073 | 290 090 | 290 983 |
| 2017  | 593 606 | 294 220 | 299 386 |
| 2018  | 596 552 | 296 571 | 299 981 |
| 2019  | 599 408 | 297 399 | 302 009 |

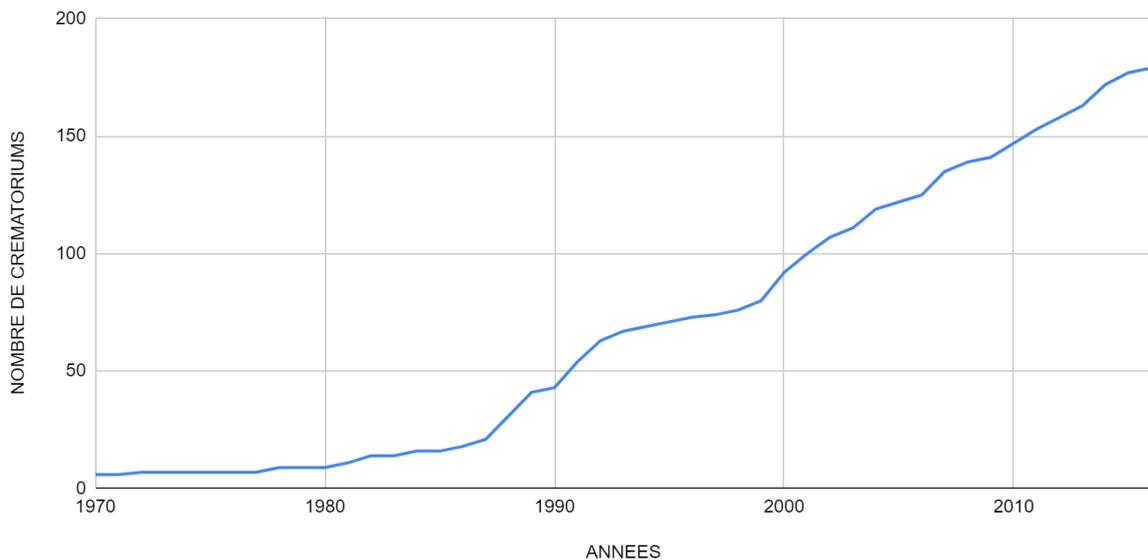
Champ : France métropolitaine

Source : Insee, Statistiques de l'état civil. 2020



Parallèlement, le nombre et le taux de crémations augmentent également, avec le nombre de décès.

#### NOMBRE DE CREMATORIUMS

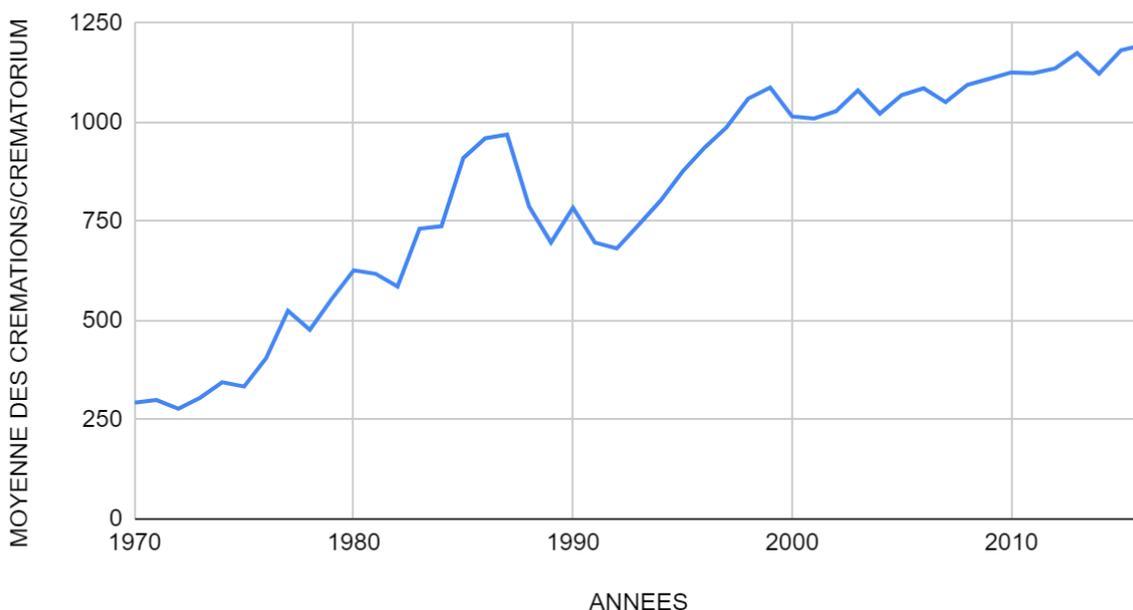


En même temps que le nombre et le taux de crémations, le nombre de crématoriums a également augmenté, depuis les années 70.

Cette progression accroît le risque de voir un établissement concurrent s'installer à proximité de la Ville de Gap.

Cette dernière tendance justifie amplement que la Collectivité s'interroge sur les possibilités de transférer ce risque d'exploitation vers un délégataire.

## MOYENNE DES CREMATIONS PAR CREMATORIUM



La moyenne des crémations, effectuées par crématorium, augmente sur les dernières décennies : de 293, en 1970 ; à 1.195, en 2016.

Cette évolution démontre que le crématorium de Gap et des Alpes du sud n'est pas encore arrivé à saturation, avec 771 crémations estampillées en 2019 (voir la page 9 du Rapport Annuel du Délégué 2019).

- **LA PRÉSENTATION DU SERVICE (POUR LE CONTRAT EN VIGUEUR).**

### **L'OBJET.**

La Ville de Gap a délégué au fermier le soin exclusif d'assurer, à ses frais, l'exploitation des ouvrages décrits ci-dessous.

Le fermier est également tenu de fournir les prestations suivantes :

- l'accueil et l'information des usagers en prenant en compte les conditions douloureuses dans lesquelles ils sont amenés à faire appel à ce service public ;
- la gestion administrative, technique et financière du crématorium ;
- le fonctionnement et la surveillance des installations du service, la tenue à jour des plans et de l'inventaire technique des immobilisations ;
- l'entretien et le maintien en parfait état de propreté des locaux ;

- l'entretien et la maintenance des équipements en vue de leur parfait état de fonctionnement ;
- le renouvellement partiel ou complet de l'appareil de crémation ;
- la facturation et le recouvrement des redevances, droits et taxes en vigueur, en plus des tarifs perçus pour sa propre rémunération ;
- les actions de communication adaptées afin d'informer et de promouvoir l'équipement ;
- la fourniture à la Collectivité de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche du service et sa qualité globale, notamment lors de la procédure de réalisation de l'équipement.

La gestion du service est assurée par le Fermier à ses risques et périls.

La Collectivité conserve le contrôle des services affermés dans les conditions définies au contrat.

### **LA DURÉE.**

La durée du contrat actuellement en vigueur est de douze ans, à compter de la mise en service officielle constatée par la première crémation.

Cette mise en service a été formalisée par un procès-verbal en date du 1er février 2011.

En conséquence, ce contrat de délégation de service public arrivera à son terme, le 1er février 2023.

### **LE PÉRIMÈTRE.**

Le périmètre de la délégation correspond à la limite de propriété des ouvrages, sur le terrain appartenant à la Commune et situé sur une partie de la parcelle n° BH 002 sise en bordure du cimetière Saint Roch. Ce périmètre est délimité sur des plans joints dans l'annexe 1 du contrat.

La Collectivité a le droit de modifier le périmètre de la délégation au cours de l'exécution du contrat pour tout motif lié à l'intérêt du service public. Cette révision donne lieu à une révision contractuelle des conditions financières.

### **LES OUVRAGES.**

Les ouvrages de ce service public ont été définis à l'article 4.1 (page 9) du contrat d'affermage.

Ces ouvrages comprennent l'ensemble des immeubles, équipements et installations nécessaires à son bon fonctionnement et décrits en annexe 1 du contrat. Ceux-ci sont notamment constitués par :

- un crématorium (appareil de crémation, salle de cérémonie, autres parties techniques, administratives et accueil du public...) ;
- un petit parking à destination des personnes à mobilité réduite situé aux abords immédiats du crématorium ;
- les espaces verts et abords du crématorium.

Ne font pas partie de l'affermage les ouvrages situés à proximité immédiate du crématorium ou les jouxtant et gérés par la Collectivité. Ceux-ci sont constitués par :

- un jardin cinéraire,
- des columbariums,
- des parkings situés aux abords du cimetière,
- les locaux du service des affaires funéraires de la Mairie.

### **LA NATURE DES MISSIONS RÉALISÉES PAR LE DÉLÉGATAIRE.**

Le fermier pratique la crémation des personnes décédées sur et en dehors du territoire de la Collectivité. Il est en mesure de proposer le service tous les jours de l'année à l'exception des dimanches et jours fériés.

Concernant l'exploitation du crématorium, le Fermier assure notamment :

- La réception des cercueils.
- L'accueil des familles : le fermier porte une attention particulière à la qualité de l'accueil, de l'encadrement et de l'accompagnement des familles avec la rigueur et le soin nécessaire dans la présentation du personnel.
- La mise à disposition de la salle de cérémonie et l'organisation des cérémonies à la demande des familles.
- La tenue des registres légaux.
- La vérification du dossier administratif de crémation et les contrôles techniques avant l'introduction du cercueil dans l'appareil de crémation.
- La crémation des cercueils.
- La pulvérisation des cendres.
- Le recueil de la totalité des cendres dans une urne fournie par le mandataire de la famille et remise à la personne qui a pourvu aux funérailles.
- L'information des familles ou de leur mandataire, sur les modalités de remise des urnes et la destination des cendres.
- La conservation provisoire des urnes selon le délai légal, dans un local affecté à cet effet conformément à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du contrat et au règlement intérieur. À l'issue de ce délai, si la famille n'a pas réclamé l'urne après relance par le Fermier, les cendres seront dispersées.

- Le lien avec les services municipaux en charge de la gestion du jardin cinéraire pour ce qui concerne la tenue des registres et la déclaration sur la destination des cendres, permettant la traçabilité des urnes, conformément au règlement intérieur.

Les pièces anatomiques provenant d'établissements de soins ou de restes mortels exhumés pourront être incinérées conformément à la réglementation en vigueur.

La location de la salle de cérémonie est ouverte à toute personne intéressée qui en fait la demande, sous réserve que son utilisation ne perturbe pas la bonne marche du service et l'activité de crémation, et soit en lien avec les activités funéraires.

La location de la salle de cérémonie est notamment ouverte aux familles ou aux associations désireuses de célébrer des cérémonies en relation avec un ou des défunts, et ce quel que soit le mode de funérailles choisi.

La salle pourra également être mise gratuitement à la disposition des autorités publiques en cas d'incident grave, d'accident ou d'autres événements à caractère exceptionnel. Une chapelle ardente pourra notamment y être dressée afin d'accueillir les familles endeuillées...

- **L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.**

L'équilibre économique et financier d'un contrat de délégation de service public s'appréhende à partir de différentes données :

- le volume d'activité ;
- les tarifs, pratiqués auprès des usagers ;
- le chiffre d'affaires ;
- les redevances et autres sommes versées par l'exploitant ;
- les investissements réalisés...

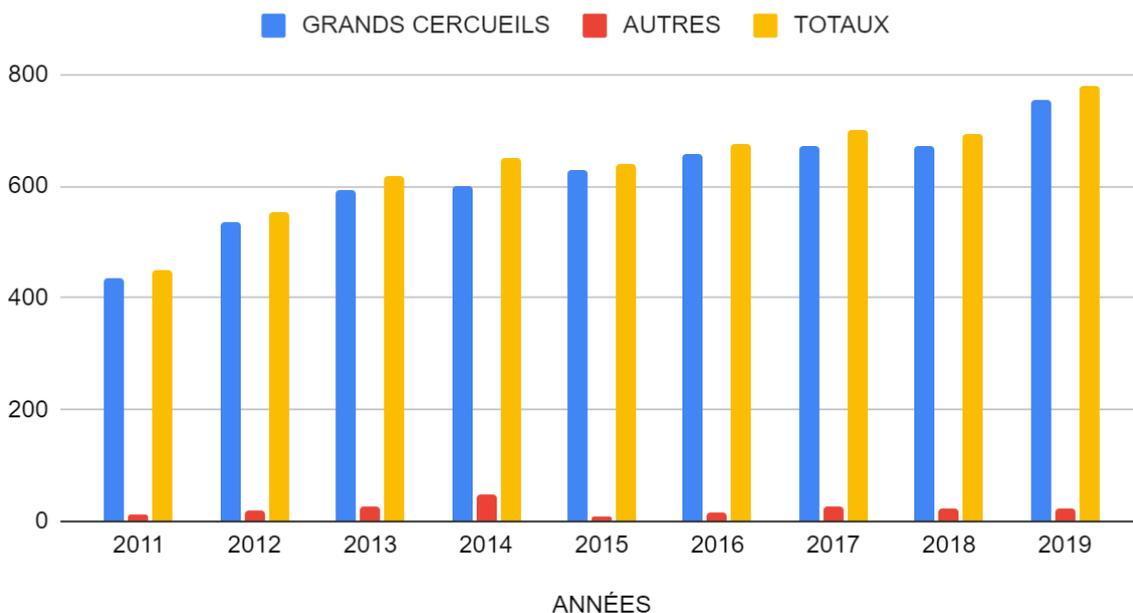
**L'ACTIVITÉ DU CRÉMATORIUM.**

Le crématorium de Gap a été mis en service le 1er février 2011. En conséquence, le premier exercice s'étend sur onze mois.

| ANNÉES | GRANDS CERCUEILS | AUTRES | TOTAUX |
|--------|------------------|--------|--------|
| 2011   | 437              | 13     | 450    |
| 2012   | 535              | 20     | 555    |
| 2013   | 592              | 26     | 618    |
| 2014   | 602              | 47     | 649    |

|               |             |            |             |
|---------------|-------------|------------|-------------|
| 2015          | 629         | 10         | 639         |
| 2016          | 659         | 16         | 675         |
| 2017          | 673         | 26         | 699         |
| 2018          | 673         | 22         | 695         |
| 2019          | 756         | 24         | 780         |
| <b>TOTAUX</b> | <b>5556</b> | <b>204</b> | <b>5760</b> |

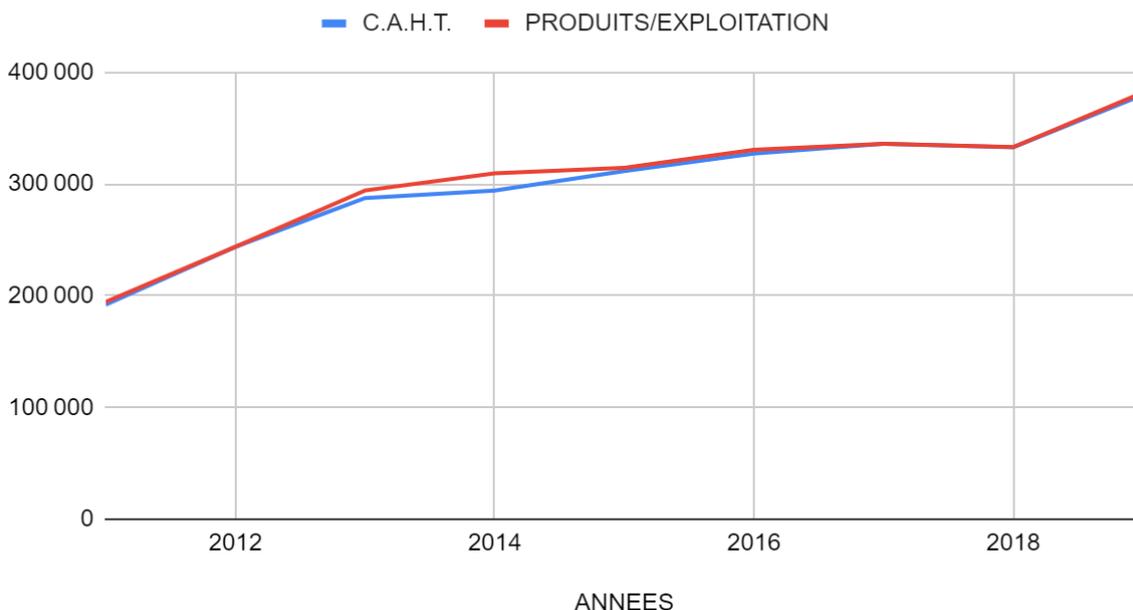
## GRANDS CERCUEILS, AUTRES et TOTAUX



## LES PRODUITS COMPTABILISÉS.

| ANNÉES | C.A.H.T<br>(EN €) | PRODUITS<br>D'EXPLOITATION<br>(EN €) |
|--------|-------------------|--------------------------------------|
| 2011   | 192 034           | 194 445                              |
| 2012   | 243 809           | 243 815                              |
| 2013   | 287 373           | 294 216                              |
| 2014   | 294 111           | 309 562                              |
| 2015   | 311 559           | 314 555                              |
| 2016   | 327 221           | 330 549                              |
| 2017   | 336 021           | 336 031                              |
| 2018   | 332 950           | 333 068                              |
| 2019   | 379 833           | 381 807                              |
|        | <b>2 704 911</b>  | <b>2 738 048</b>                     |

## C.A.H.T. et PRODUITS/EXPLOITATION



### LES TARIFS APPLICABLES EN 2020 ET 2021.

|  | Euros HT | TVA   | Euros TTC |
|--|----------|-------|-----------|
| Crémation cercueil jusqu'à 1 m   | GRATUIT  |       |           |
| Crémation cercueil de plus d'1m jusqu'à 1,40m  | GRATUIT  |       |           |
| Crémation grands cercueils   | 426,69   | 85,33 | 512,00    |
| Crémation indigents de Gap   | GRATUIT  |       |           |
| Crémation de pièces anatomiques conteneur de 30kg ou de 100l maximum                 | 233,28   | 46,67 | 280,00    |
| Crémation de pièces anatomiques conteneur de 30 à 60kg ou de 100 à 200l maximum      | 420,75   | 84,17 | 505,00    |
| Crémation reliquaire de restes exhumés d'une longueur de 1,20m maximum limité à 80kg |          |       |           |
| quantité comprise entre 1 et 10 crémations commandées                                | 212,92   | 42,67 | 256,00    |
| quantité comprise entre 11 et 20 crémations commandées                               | 191,71   | 38,33 | 230,00    |
| quantité comprise entre 21 et 40 crémations commandées                               | 178,99   | 35,83 | 215,00    |

|  |         |       |        |
|--|---------|-------|--------|
| à partir de 41 et plus crémations commandées   | 167,12  | 33,5  | 201,00 |
| Crémation cercueil de restes exhumés d'une longueur supérieur à 1,20m maximum, limité à 125kg  |         |       |        |
| quantité comprise entre 1 et 10 crémations commandées  | 426,69  | 85,33 | 512,00 |
| quantité comprise entre 11 et 20 crémations commandés  | 384,27  | 76,83 | 461,00 |
| quantité comprise entre 21 et 40 crémations commandées   | 358,83  | 71,83 | 431,00 |
| quantité à partir de 41 crémations et plus commandées  | 333,38  | 66,67 | 400,00 |
| Tarifs spécifiques pour la Ville de Gap  |         |       |        |
| Les 30 premiers reliquaires d'exhumation, longueur maximale 1m20, poids limité à 80kg ou 15 grands reliquaires d'exhumation poids maximum 125 kg | GRATUIT |       |        |
| Reliquaire de restes exhumés d'une longueur de 1,20m maximum limité à 80kg   | 150,15  | 30,00 | 180,00 |
| Cercueil de restes exhumés d'une longueur supérieure à 1,20m maximum, limité à 125kg.  | 300,29  | 60,00 | 360,00 |
| Mise à disposition d'une salle de cérémonie  | 70,41   | 14,00 | 84,00  |
| Mise à disposition du salon des retrouvailles  | 37,33   | 7,50  | 45,00  |
| Dépôt d'une urne pour une durée inférieure à 5 mois  | GRATUIT |       |        |
| Dépôt d'une urne, par mois, du 5ème au 12ème mois  | 40,72   | 8,17  | 49,00  |
| Dispersion des cendres   | 72,10   | 14,50 | 87,00  |

Ces tarifs seront susceptibles de varier, en fonction de la formule d'indexation contractuelle.

### **LES REDEVANCES.**

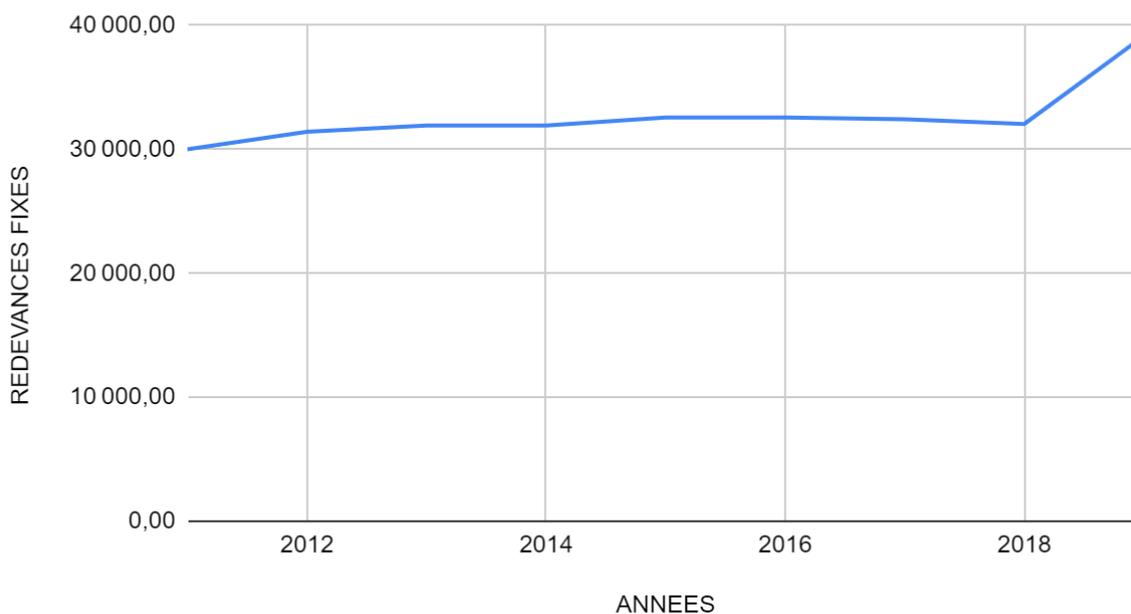
Le délégataire verse tous les ans, à la Collectivité, des redevances, conformément aux articles L2125-1 et suivants du Code Général de La Propriété des Personnes Publiques.

Ces redevances sont fixes et variables, conformément à l'article 33 du contrat de délégation de service public.

## LES REDEVANCES FIXES.

| ANNÉES       | REDEVANCES FIXES<br>(EN €) |
|--------------|----------------------------|
| 2011         | 30 000,00                  |
| 2012         | 31 422,00                  |
| 2013         | 31 932,00                  |
| 2014         | 31 932,00                  |
| 2015         | 32 580,00                  |
| 2016         | 32 583,00                  |
| 2017         | 32 439,63                  |
| 2018         | 32 050,35                  |
| 2019         | 39 148,86                  |
| <b>TOTAL</b> | <b>294 087,84</b>          |

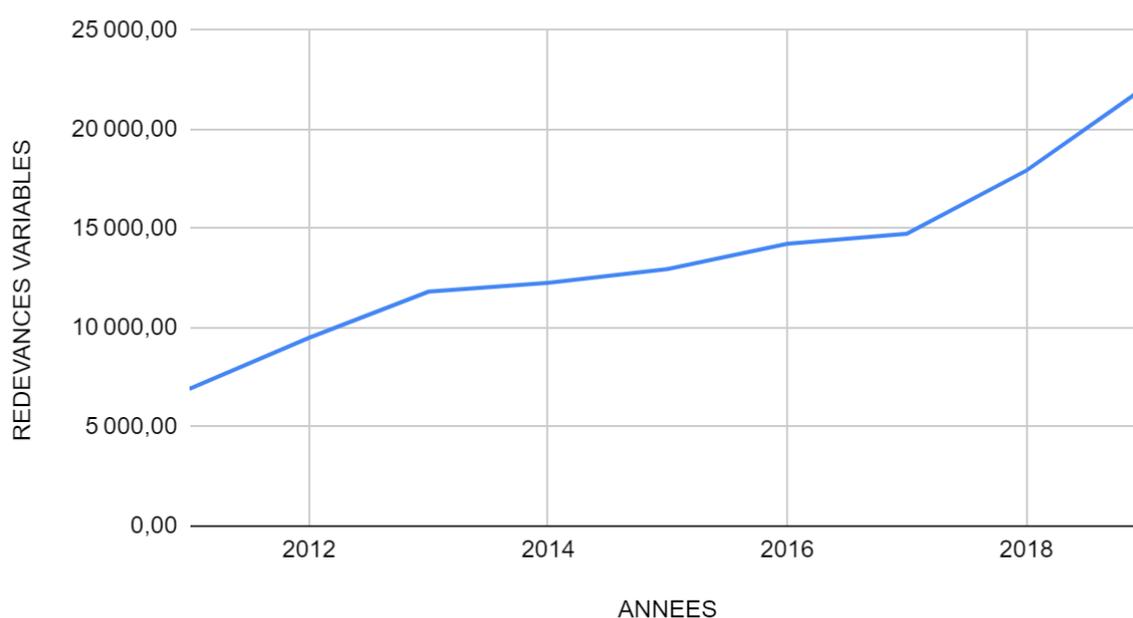
### REDEVANCES FIXES



## LES REDEVANCES VARIABLES.

| ANNÉES | REDEVANCES VARIABLES (EN €) |
|--------|-----------------------------|
| 2011   | 6 920,65                    |
| 2012   | 9 491,92                    |
| 2013   | 11 823,26                   |
| 2014   | 12 270,67                   |
| 2015   | 12 959,24                   |
| 2016   | 14 235,45                   |
| 2017   | 14 742,88                   |
| 2018   | 17 926,45                   |
| 2019   | 22 163,55                   |
| TOTAL  | 122 534,07                  |

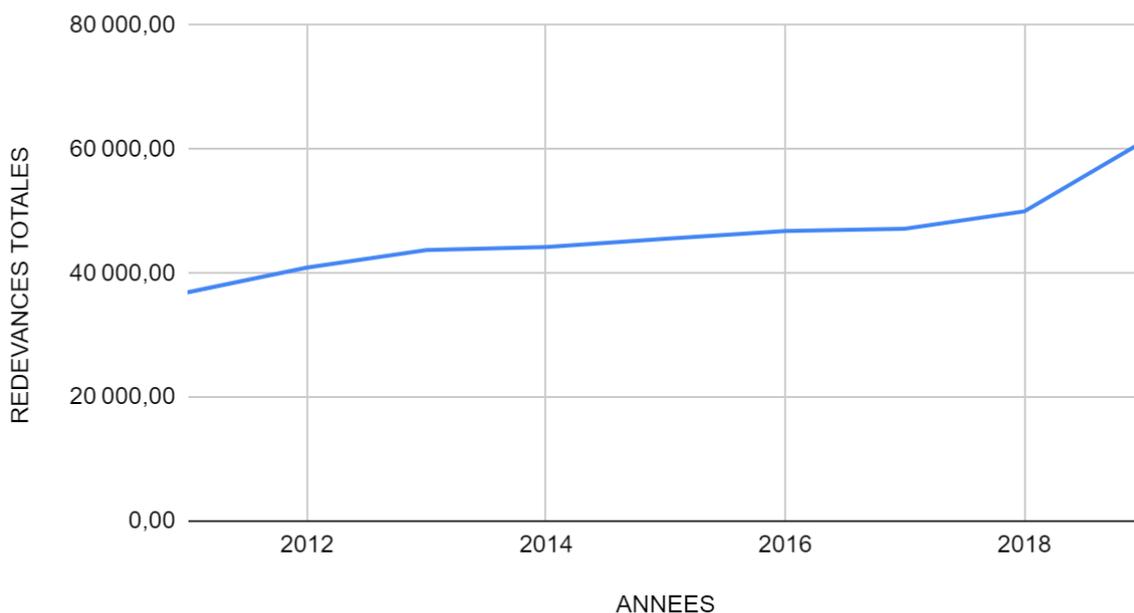
### REDEVANCES VARIABLES



## LA SOMME DES REDEVANCES VERSÉES.

| ANNÉES       | REDEVANCES<br>TOTALES (EN €) |
|--------------|------------------------------|
| 2011         | 36 920,65                    |
| 2012         | 40 913,92                    |
| 2013         | 43 755,26                    |
| 2014         | 44 202,67                    |
| 2015         | 45 539,24                    |
| 2016         | 46 818,45                    |
| 2017         | 47 182,51                    |
| 2018         | 49 976,80                    |
| 2019         | 61 312,41                    |
| <b>TOTAL</b> | <b>416 621,91</b>            |

### REDEVANCES TOTALES



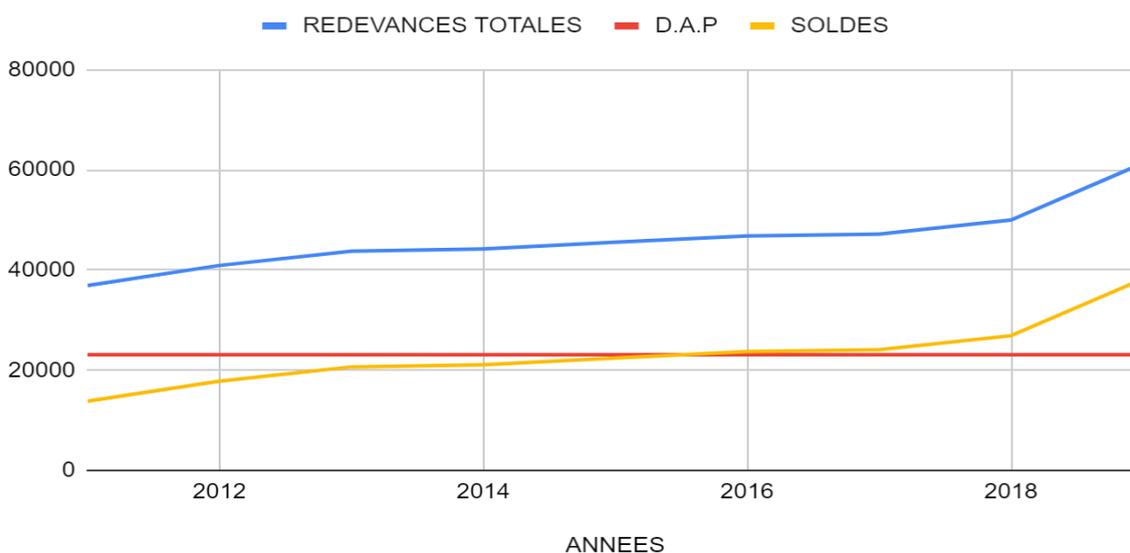
Les redevances totales couvrent amplement l'amortissement du crématorium de Gap.

Ainsi, pour une valeur d'actif avant la filtration de 1.616.661,10.€, la dotation annuelle d'amortissement s'élèverait à : 23.095,16.€, sur une durée de 70 ans - qui est la norme retenue par la Collectivité.

| ANNÉES       | REDEVANCES<br>TOTALES | D.A.P            | SOLDES            |
|--------------|-----------------------|------------------|-------------------|
| 2011         | 36 920,65             | 23095,16         | 13 825,49         |
| 2012         | 40 913,92             | 23095,16         | 17 818,76         |
| 2013         | 43 755,26             | 23095,16         | 20 660,10         |
| 2014         | 44 202,67             | 23095,16         | 21 107,51         |
| 2015         | 45 539,24             | 23095,16         | 22 444,08         |
| 2016         | 46 818,45             | 23095,16         | 23 723,29         |
| 2017         | 47 182,51             | 23095,16         | 24 087,35         |
| 2018         | 49 976,80             | 23095,16         | 26 881,64         |
| 2019         | 61 312,41             | 23095,16         | 38 217,25         |
| <b>TOTAL</b> | <b>416 621,91</b>     | <b>207856,44</b> | <b>208 765,47</b> |

**N.B** : Les D.A.P sont les Dotations aux Amortissements et aux Provisions.

### REDEVANCES TOTALES, D.A.P et SOLDES



Depuis sa mise en service, le crématorium a permis de dégager un solde, qu'il est possible d'estimer entre 13.825,49.€ et 38.217,25.€ par an, pour un montant total de 208.765,47.€ à la fin de l'exercice 2019.

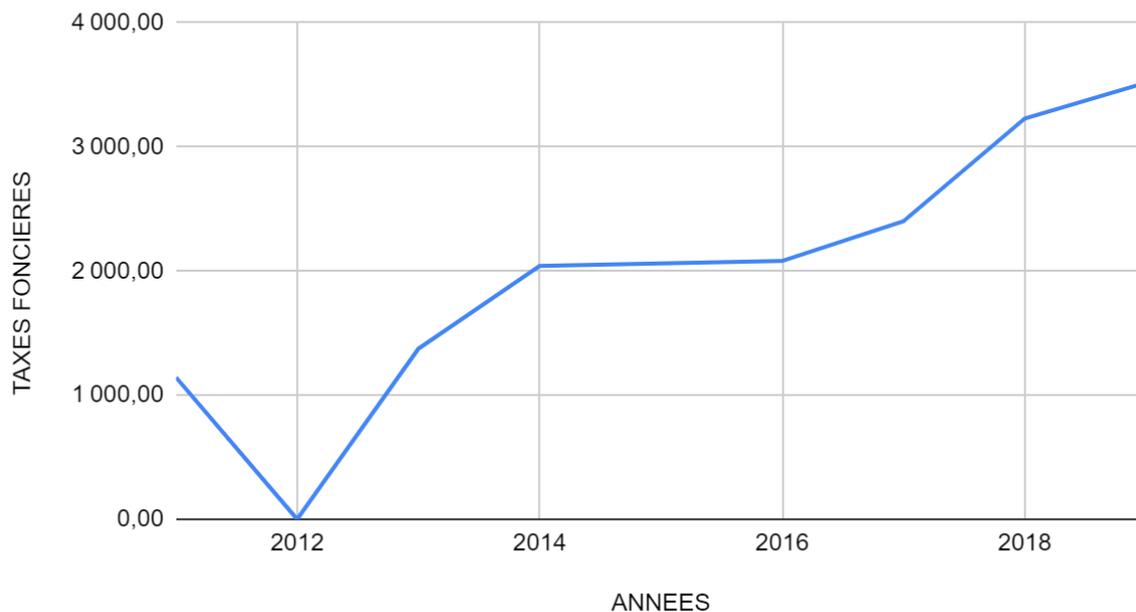
Ces différents montants couvrent amplement les frais de contrôle du contrat de D.S.P ; et, ils permettent en plus de dégager un 'autofinancement significatif, pour permettre l'évolution de ce service public.

À ces montants, il serait également possible d'ajouter les remboursements des taxes foncières...

### **LES TAXES FONCIÈRES.**

| <b>ANNÉES</b> | <b>TAXES FONCIÈRES<br/>(EN €)</b> |
|---------------|-----------------------------------|
| <b>2011</b>   | 1 141,86                          |
| <b>2012</b>   | 0,00                              |
| <b>2013</b>   | 1 374,82                          |
| <b>2014</b>   | 2 042,17                          |
| <b>2015</b>   | 2 060,65                          |
| <b>2016</b>   | 2 081,16                          |
| <b>2017</b>   | 2 401,44                          |
| <b>2018</b>   | 3 229,09                          |
| <b>2019</b>   | 3 516,44                          |
| <b>TOTAL</b>  | 17 847,63                         |

## TAXES FONCIERES

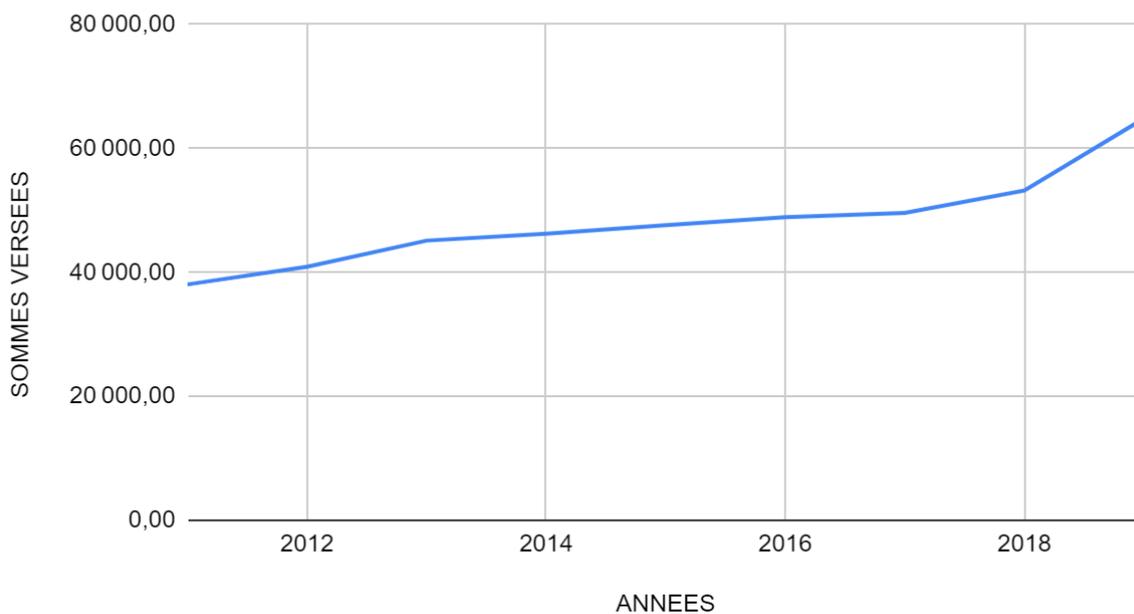


## LES SOMMES TOTALES (REDEVANCES ET TAXES) VERSÉES PAR LE DÉLÉGATAIRE.

| <b>ANNÉES</b> | <b>SOMMES VERSÉES<br/>(EN €)</b> |
|---------------|----------------------------------|
| <b>2011</b>   | 38 062,51                        |
| <b>2012</b>   | 40 913,92                        |
| <b>2013</b>   | 45 130,08                        |

|              |            |
|--------------|------------|
| <b>2014</b>  | 46 244,84  |
| <b>2015</b>  | 47 599,89  |
| <b>2016</b>  | 48 899,61  |
| <b>2017</b>  | 49 583,95  |
| <b>2018</b>  | 53 205,89  |
| <b>2019</b>  | 64 828,85  |
| <b>TOTAL</b> | 434 469,54 |

## SOMMES VERSEES



## LES RESULTATS DEGAGES.

| <b>ANNÉES</b> | <b>RÉSULTATS (EN €)</b> |
|---------------|-------------------------|
| 2010          | (7 677,00)              |
| 2011          | (69 756,00)             |
| 2012          | 8 949,00                |
| 2013          | 30 530,00               |
| 2014          | (9 646,00)              |
| 2015          | 25 023,00               |
| 2016          | 41 879,00               |
| 2017          | 35 397,00               |
| 2018          | 20 125,00               |
| 2019          | 7 763,00                |

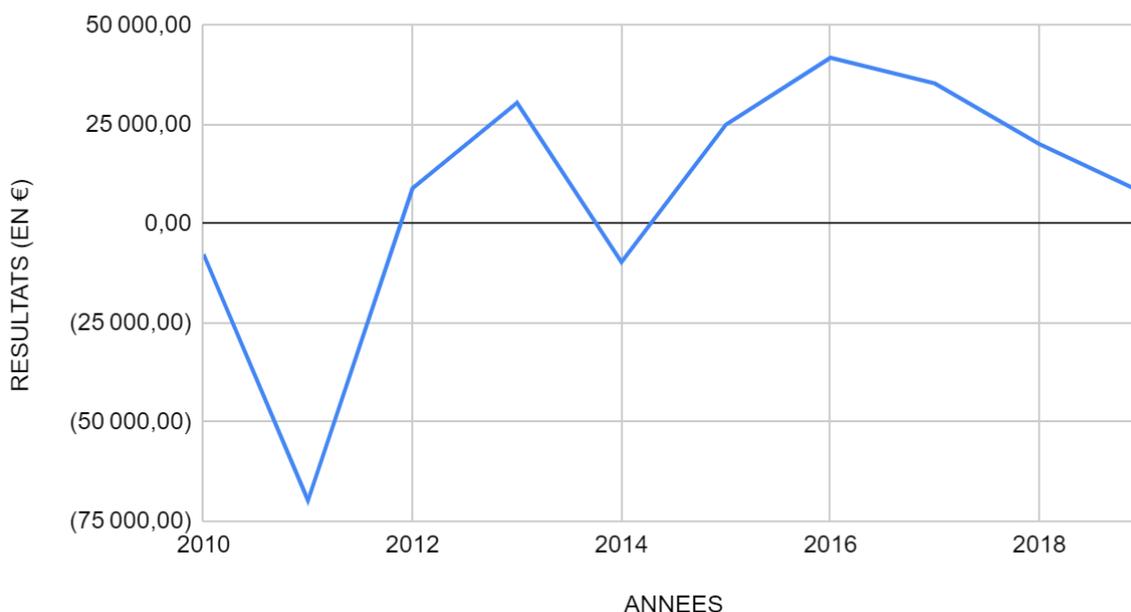
|              |           |
|--------------|-----------|
| <b>TOTAL</b> | 90 264,00 |
|--------------|-----------|

Les résultats dégagés représentent donc un montant moyen de :

- $90.264,00/10 = 9.026,40\text{€}$ , par an.

Avant négociation, il suffirait que la Collectivité soit obligée de créer un poste supplémentaire, dans le cadre d'une reprise en régie, pour que cette dernière solution ne soit plus intéressante financièrement, sans évoquer le niveau de qualité de la prestation.

## RESULTATS (EN €)



- **LA PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTES SOLUTIONS POSSIBLES, CONCERNANT LE MODE DE GESTION :**

La Commune a la possibilité de choisir le mode de gestion de ses services publics, conformément au principe de libre administration des collectivités locales.

Une fois ce principe rappelé, il convient d'envisager les différents modes de gestion, qui se présentent à la Collectivité.

- **LA GESTION DIRECTE.**

Dans le cadre de ce mode de gestion, la Commune gère directement le service concerné, en ayant recours à une régie.

Cette régie peut prendre deux formes :

- celle dotée de l'autonomie financière ;
- et, celle dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

- **LA GESTION EXTERNALISÉE.**

Dans le cadre de la gestion externalisée, la Collectivité va confier à un tiers l'exploitation d'un service public, dont elle a la compétence.

- **LE(S) MARCHÉ(S) PUBLIC(S).**

L'externalisation de la gestion d'un service public peut passer par une procédure du type marché public, notamment en l'absence de risques et périls.

- **LA GÉRANCE.**

Ce montage juridique permet à la Collectivité, de confier la gestion d'un service public, à un professionnel du secteur concerné.

En contrepartie, la Commune devra verser une rémunération à son gérant, pour le service rendu.

- **LA RÉGIE INTÉRESSÉE.**

La régie intéressée est un mode de gestion, dans lequel la Collectivité passe un contrat avec un professionnel, pour gérer un service public.

En contrepartie, la Collectivité va rémunérer le régisseur, par une redevance fixe et un pourcentage sur les résultats d'exploitation.

- **LES D.S.P :**

Ce mode de gestion permet à la Collectivité de confier à un tiers l'exploitation d'un service public, à ses risques et périls.

En contrepartie du transfert de ces risques, la Collectivité accorde, à son cocontractant, un monopole dans l'exploitation du service public délégué et la possibilité de se rémunérer sur les usagers.

À ce stade, il faut distinguer plusieurs types de délégations de services publics.

- **LA CONCESSION.**

Dans ce mode de gestion, le concessionnaire doit réaliser les investissements, qui sont nécessaires au service public délégué.

## - **L’AFFERMAGE.**

La principale différence entre la concession et l’affermage se situe au niveau des investissements à réaliser.

En effet, dans le cadre d’un contrat d’affermage, les ouvrages, qui ont préalablement été financés par la Collectivité, sont remis au fermier, lequel devra en assurer la maintenance.

Néanmoins, dans certains cas particuliers, le fermier pourra prendre en charge la modernisation ou l’extension des ouvrages nécessaires à l’exploitation du service public affermé.

L’investissement initial étant moins élevé, la durée du contrat sera plus courte et le fermier reversera une redevance, pour participer à l’amortissement des équipements réalisés par la Collectivité.

## - **LE P.P.P.**

Le Partenariat Public Privé est défini par l’article L1414- 1 (et suivants) du Code Général des Collectivités Territoriales :

“I. - Le contrat de partenariat est un contrat administratif par lequel une collectivité territoriale ou un établissement public local confie à un tiers, pour une période déterminée en fonction de la durée d'amortissement des investissements ou des modalités de financement retenues, une mission globale ayant pour objet le financement, la construction ou la transformation, l'entretien, la maintenance, l'exploitation ou la gestion d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels nécessaires au service public.

Il peut également avoir pour objet tout ou partie de la conception de ces ouvrages, équipements ou biens immatériels ainsi que des prestations de services concourant à l'exercice, par la personne publique, de la mission de service public dont elle est chargée.

II. - Le cocontractant de la personne publique assure la maîtrise d'ouvrage des travaux à réaliser.

Il peut se voir céder, avec l'accord du cocontractant concerné, tout ou partie des contrats passés par la personne publique pouvant concourir à l'exécution de sa mission.

La rémunération du cocontractant fait l'objet d'un paiement par la personne publique pendant toute la durée du contrat. Elle est liée à des objectifs de performance assignés au cocontractant.

Le contrat de partenariat peut prévoir un mandat de la personne publique au cocontractant pour encaisser, au nom et pour le compte de la personne publique, le paiement par l'utilisateur final de prestations revenant à cette dernière.

III. - Lorsque la réalisation d'un projet relève simultanément de la compétence de plusieurs personnes publiques, ces dernières peuvent désigner par convention celle d'entre elles qui réalisera l'évaluation préalable, conduira la procédure de passation [Dispositions déclarées non

conformes à la Constitution par la décision du Conseil constitutionnel n° 2008-567 DC du 24 juillet 2008] et, éventuellement, en suivra l'exécution [Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision du Conseil constitutionnel n° 2008-567 DC du 24 juillet 2008].”

- **LES RAISONS JUSTIFIANT LE RECOURS À LA D.S.P :**

Avant de décider de recourir à une procédure de D.S.P, il convient d'étudier les avantages et les inconvénients des différents modes de gestion possibles.

- **LE BILAN COMPARATIF DES DIFFÉRENTES SOLUTIONS.**

| <b>LES MODES DE GESTION</b>           | <b>AVANTAGES</b>   | <b>INCONVÉNIENTS</b>   |
|---------------------------------------|--|--|
| <b><u>LA GESTION DIRECTE</u></b>      | La Collectivité conserve la maîtrise du service public concerné, qu'elle peut contrôler en permanence.                         | La Collectivité demeure exposée aux risques d'exploitation.<br>Elle évolue dans un cadre juridique plus contraignant...<br>Elle doit recruter, former et gérer son personnel.<br>Elle doit passer des marchés publics.<br>Elle se prive du savoir-faire, des conseils et de l'expertise d'un délégataire...  |
| <b><u>LA GESTION EXTERNALISÉE</u></b> |  |  |
| <b>LES MARCHÉS PUBLICS</b>            |  |  |
| <b>LA GÉRANCE</b>                     | Sur le court terme, cette solution peut être économiquement intéressante, car elle permet de dégager des résultats financiers. | La Collectivité conserve le risque d'exploitation.<br>Elle doit multiplier les marchés publics, sur le long terme, ainsi que pour les investissements.<br>Le risque existe de diminuer la qualité du service rendu aux usagers.<br>La Collectivité se prive de conseils à long terme, pour faire évoluer le service public.<br>De la même manière, il y a également un risque patrimonial, dans le cas d'une |

|  |  |   |
|--|--|---|
|  |  | réduction du niveau d'entretien des équipements.  |
| <b>LA RÉGIE INTÉRESSÉE</b>   | Cette solution peut être intéressante, sur le plan économique. Elle permet de maximiser les résultats, mais uniquement à court terme.  | La Collectivité conserve le risque d'exploitation. Elle doit multiplier les marchés publics, sur le long terme, ainsi que pour les investissements. Le risque existe de diminuer la qualité du service rendu aux usagers. La Collectivité se prive de conseils à long terme, pour faire évoluer le service public. De la même manière, il y a également un risque patrimonial, dans le cas d'une réduction du niveau d'entretien des équipements. |
| <b>LA CONCESSION</b>   | Le délégataire assume le risque de l'exploitation du service. Il doit réaliser et financer les travaux, qui reviendront à la Collectivité, en fin de contrat. La Collectivité bénéficie du savoir-faire du délégataire.  | La Commune devra contrôler la bonne exécution du service public, notamment par l'examen des rapports remis chaque année.  |
| <b>L'AFFERMAGE</b>   | Le délégataire assume le risque de l'exploitation du service. Il doit réaliser et financer les travaux, qui reviendront à la Collectivité, en fin de contrat. La Collectivité bénéficie du savoir-faire du délégataire. La durée du contrat d'affermage est plus courte - ce qui permet d'éviter une dérive financière. La Commune percevra des redevances, pour amortir les investissements réalisés. | La Commune devra contrôler la bonne exécution du service public, notamment au travers des rapports remis chaque année.  |
| <b>LES S.E.M.<br/>LES SOCIÉTÉS D'ECONOMIE MIXTE</b> - voir les articles L1521-1 et suivants du code général des collectivités territoriales. | IDEM.<br>Les S.E.M restent soumises à la procédure de délégation de service public.  | IDEM.<br>Le capital social détenu par la Collectivité doit se situer entre 50 et 85% ; ce qui implique de trouver au moins un actionnaire privé, pour 15%   |

|   |  |  |
|---|--|--|
|   |  | <p>des capitaux propres, au minimum.</p> <p>La Collectivité doit donc immobiliser, un montant supérieur à <math>37 \times 50 / 100 = 18,5 \text{K€}</math>.</p> <p>La collectivité risque de perdre ce capital social et les apports en compte courant.</p> <p>Elle n'est pas certaine d'avoir la même qualité de service.</p>   |
| <b>LE P.P.P.</b>                              | <p>La Collectivité transfère le risque d'exploitation.</p> <p>Elle bénéficie du savoir-faire du cocontractant.</p> | <p>Ce montage juridique n'est pas adapté pour l'exploitation d'un service public, sans investissements importants.</p> <p>La difficulté du contrôle.</p> <p>Le risque de dérive financière, à long terme, au profit du cocontractant.</p>  |
| <b>LA S.P.L - LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE.</b> |  | <p>La rédaction des statuts.</p> <p>La Collectivité doit immobiliser un minimum de 7K€, pour le capital social.</p> <p>La Collectivité risque de perdre ce capital et les apports en compte courant.</p> <p>La Collectivité doit exercer un contrôle analogue à ses propres services.</p> <p>Dans ce cas, la procédure de DSP n'est pas nécessaire (article L1411-12 du CGCT).</p> <p>Une convention peut être suffisante pour prévoir les obligations des parties.</p> <p>Dans le cas d'une DSP, la Collectivité doit délibérer au vu d'un rapport... (article L1411-19 du CGCT).</p> <p>La Collectivité ne bénéficiera pas de l'expertise d'un professionnel.</p> <p>Elle n'est pas certaine d'obtenir la même qualité de service.</p> |

**- LA JUSTIFICATION D'ÉCARTER LES SOLUTIONS NON RETENUES.**

La Commune ne souhaite pas reprendre en régie directe la gestion du crématorium, pour les raisons suivantes :

- Les contraintes administratives apparaissent importantes, pour la gestion d'un service public industriel et commercial (comptabilité publique, séparation ordonnateur-comptable, code de la commande publique...).
- L'exploitation de ce type de service présente également des risques et périls, notamment dans le cas de fermetures (travaux d'entretien, de maintenance, d'extension...) ou d'ouverture d'un équipement concurrent à proximité.
- Enfin, la Collectivité ne dispose pas du savoir-faire nécessaire, pour maintenir la qualité à un niveau aussi élevé, tout en faisant évoluer ce service public.

Pour cette dernière raison, associée au risque patrimonial, la Commune a volontairement écarté les modes de gestion du type : gérance et régie intéressée - ces derniers ne permettant pas également le transfert du risque d'exploitation sus-évoqué.

Toujours animée par cette recherche de qualité rapportée au coût de ce service public, la Collectivité avait écarté la gestion, par l'intermédiaire de sociétés commerciales du type S.E.M ou S.P.L.

Enfin, l'absence d'investissement avait éliminé, de facto, les modes de gestion Partenariat Public Privé et Concession.

- **LE CHOIX DE RECOURIR À UN TYPE DE D.S.P.**

L'essentiel de l'investissement ayant été effectué par la Collectivité, le choix de recourir à un affermage semble tout désigné.

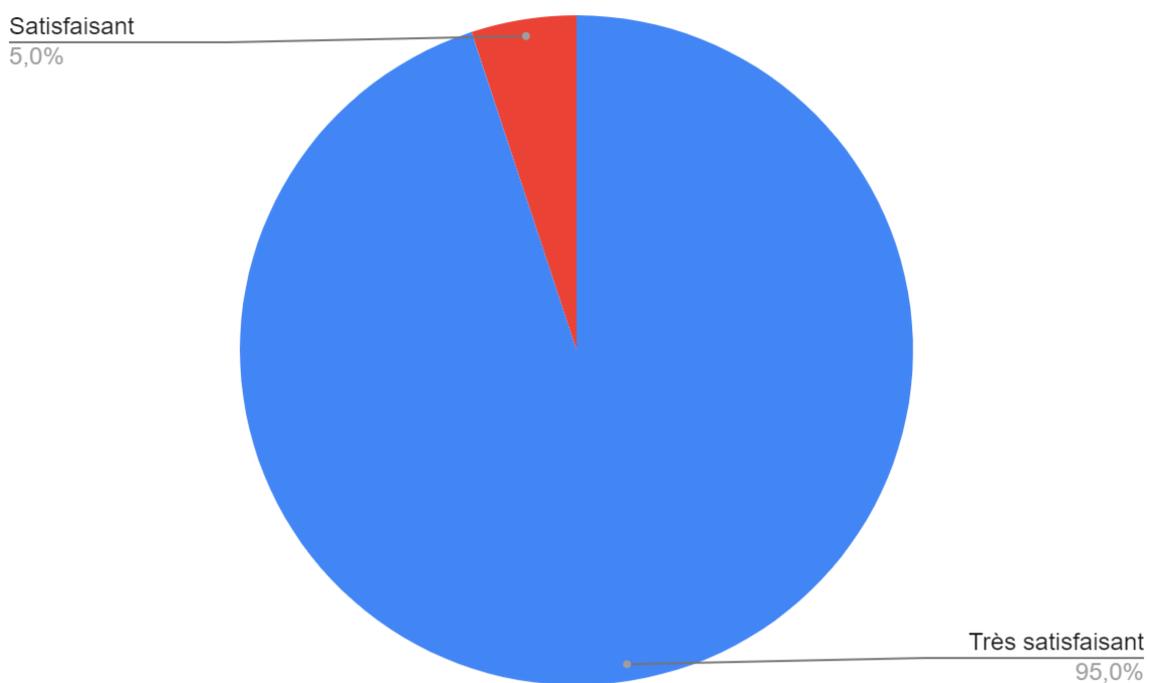
En effet, cette solution juridique a déjà donné toute satisfaction, et, la négociation devrait permettre d'obtenir un équilibre économique encore plus favorable à la Collectivité.

- **L'EXIGENCE D'UN NIVEAU DE QUALITÉ DE SERVICE TRÈS ÉLEVÉ.**

Le crématorium de Gap rend un service, avec un niveau de qualité élevé, lequel est appréhendé à partir des quatre critères ci-après :

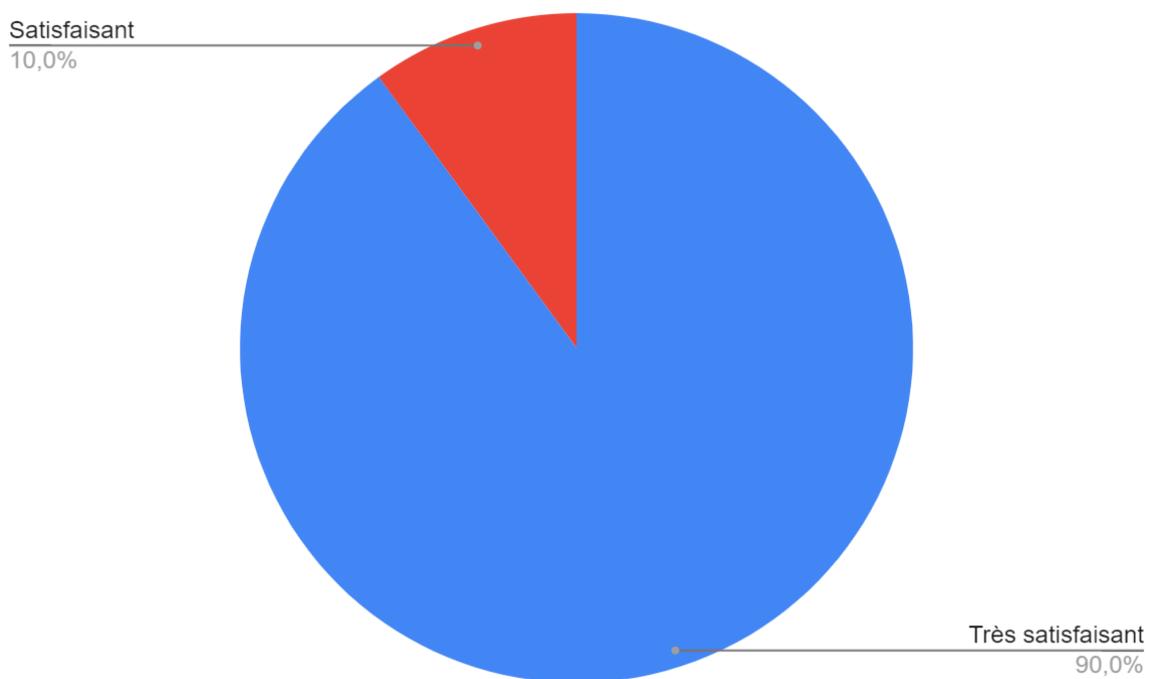
- L'ACCUEIL RÉSERVÉ AUX FAMILLES.

| L'ACCUEIL RÉSERVÉ |        |
|-------------------|--------|
| Très satisfaisant | 97,8%  |
| Satisfaisant      | 5,2%   |
| Insatisfaisant    | 0,0%   |
| Pas de réponse    | 0,0%   |
| TOTAL             | 100,0% |



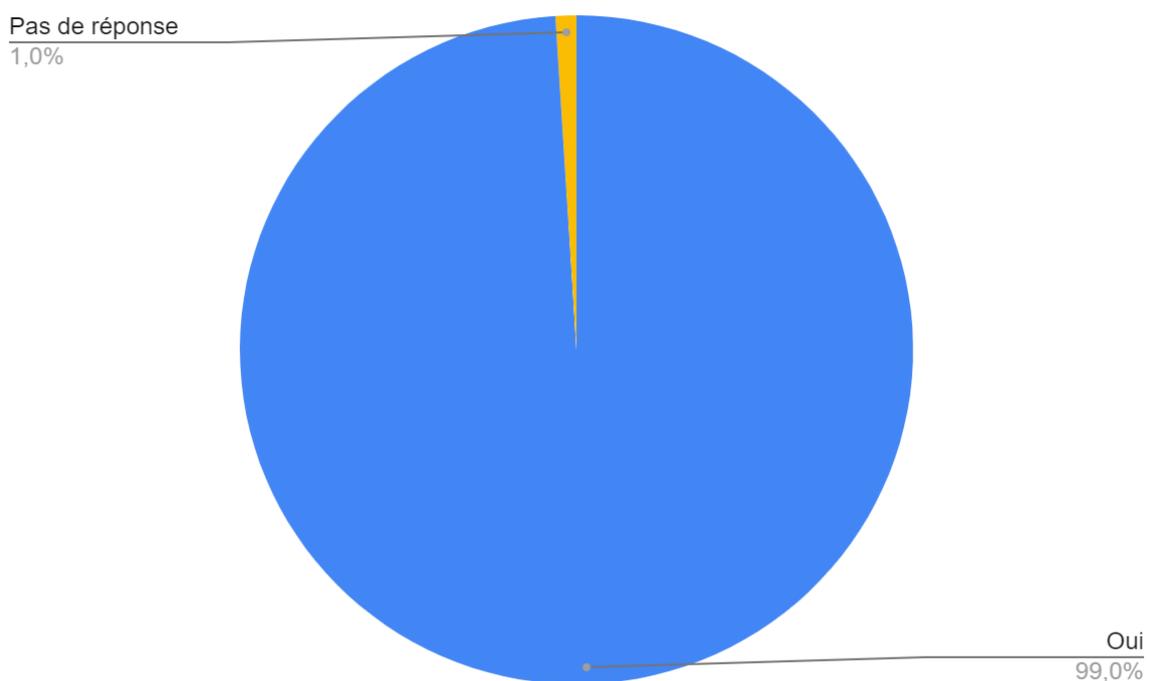
- LE CONFORT ET L'INTIMITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT.

| CONFORT ET INTIMITÉ |      |
|---------------------|------|
| Très satisfaisant   | 90%  |
| Satisfaisant        | 10%  |
| Insatisfaisant      | 0%   |
| Pas de réponse      | 0%   |
| TOTAL               | 100% |



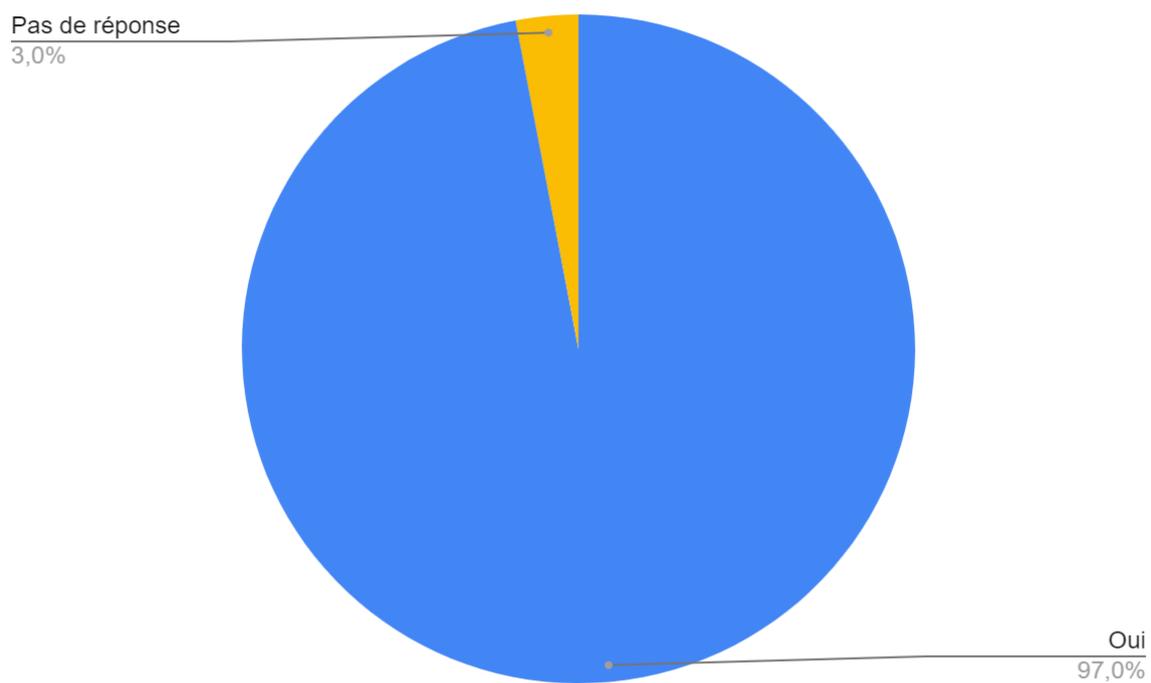
- **LE DEROULEMENT DU MOMENT DE RECUEILLEMENT.**

| LE RECUEILLEMENT |      |
|------------------|------|
| Oui              | 99%  |
| Non              | 0%   |
| Pas de réponse   | 1%   |
| TOTAL            | 100% |



- LA RECOMMANDATION DE L'ÉTABLISSEMENT.

| RECOMMANDATION |        |
|----------------|--------|
| Oui            | 97,0%  |
| Non            | 0,0%   |
| Pas de réponse | 3,0%   |
| TOTAL          | 100,0% |



- **L'ABSENCE D'INVESTISSEMENTS SIGNIFICATIFS.**

Afin d'appréhender la capacité théorique du crématorium, il faut poser quelques hypothèses de base :

- Une année civile de 365 jours.
- Une période d'exploitation de :
- 365 jours - 52 dimanches - 52 samedis - 10 jours fériés - 10 jours de maintenance = 241 jours ouvrables.

Sachant que la capacité technique maximale de l'appareil utilisé à Gap est de 5 crémations par jour ; il est possible d'évaluer une capacité théorique de :

- $241 * 5 = 1.205$  crémations.

À partir de cette capacité théorique, il est possible de calculer le taux d'utilisation du crématorium. Ainsi, sachant que le délégataire a déclaré 771 crémations estampillées (à la page 9 du R.A.D 2019) ; le taux d'utilisation est de :

- $771/1.205 * 100 = 63,98\%$ .

En ouvrant les samedis matin, le crématorium pourrait encore effectuer 3 crémations, par demi-journée, soit :

- $52 * 3 = 156$  crémations supplémentaires.

Avec cette augmentation, la capacité théorique est portée à :

- $1.205 + 156 = 1.361$  crémations.

En conséquence, le taux d'utilisation chute à hauteur de :

- $771/1361 * 100 = 56,65\%$ .

| ANNÉES | CRÉMATIONS/GAP   |        |        |
|--------|------------------|--------|--------|
|        | GRANDS CERCUEILS | AUTRES | TOTAUX |
| 2011   | 437              | 13     | 450    |
| 2012   | 535              | 20     | 555    |
| 2013   | 592              | 26     | 618    |
| 2014   | 602              | 47     | 649    |
| 2015   | 629              | 10     | 639    |
| 2016   | 659              | 16     | 675    |
| 2017   | 673              | 26     | 699    |
| 2018   | 673              | 22     | 695    |
| 2019   | 756              | 24     | 780    |

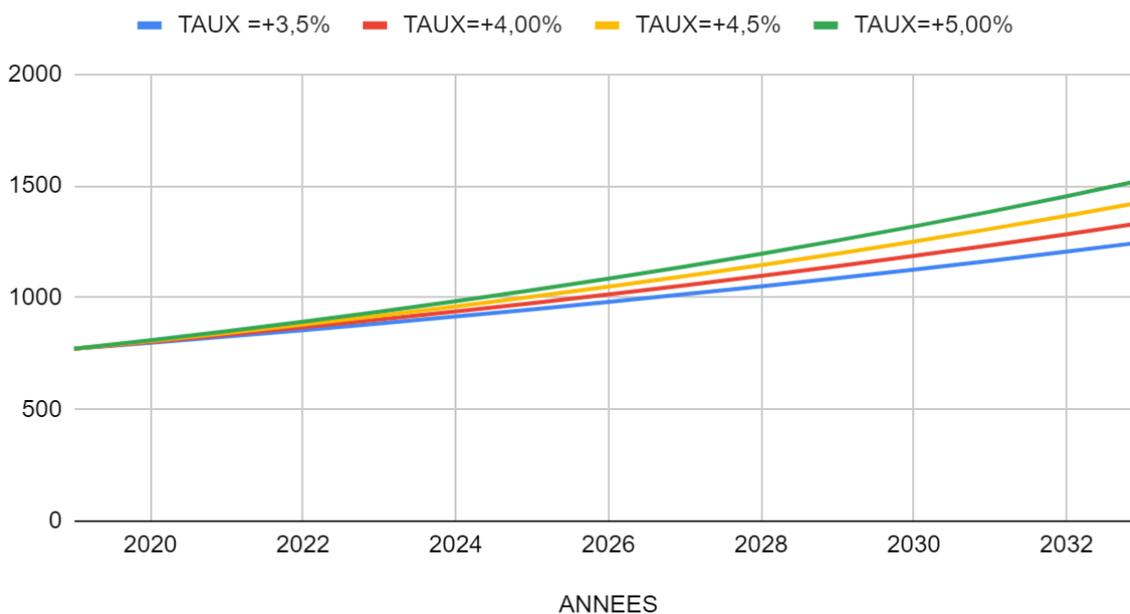
En reprenant le tableau de l'activité, il est possible de faire ressortir les taux de progression.

| ANNÉES                           | TAUX DE PROGRESSION EN %<br>GRANDS CERCUEILS   | TAUX DE PROGRESSION EN %<br>ACTIVITÉ GLOBALE   |
|----------------------------------|--|--|
| 2011/2012                        | Non significatif/11 mois<br>d'exploitation en 2011.  | Non significatif/11 mois<br>d'exploitation en 2011.  |
| 2012/2013                        | 10,65 (Début d'activité)   | 11,35 (Début d'activité)   |
| 2013/2014                        | 1,69   | 5,02   |
| 2014/2015                        | 4,49   | -1,54  |
| 2015/2016                        | 4,77   | 5,63   |
| 2016/2017                        | 2,12   | 3,56   |
| 2017/2018                        | 0  | -0,57  |
| 2018/2019                        | 12,33 (Fermeture de Manosque)  | 12,23 (Fermeture de Manosque)  |
| TAUX<br>MOYENS<br>EN %           | 5,15   | 5,10   |
| TAUX<br>MOYEN<br>CORRIGÉ<br>EN % | - Sans 2012/2013.<br>- L'effet Manosque est<br>évalué à 30 crémations,<br>soit un taux de 7,88%<br>pour 2018/2019 et un<br>taux moyen corrigé de<br>3,49%. | Sans 2012/2013.<br>- L'effet Manosque est<br>évalué à 30 crémations,<br>soit un taux de 7,91%<br>pour 2018/2019 et un<br>taux moyen corrigé de<br>3,34%. |

À partir de ces taux, il est possible de réaliser des prévisions sur l'activité future du crématorium.

| ANNÉES | TAUX =+3,5% | TAUX=+4,00% | TAUX=+4,5% | TAUX=+5,00% |
|--------|-------------|-------------|------------|-------------|
| 2019   | 771         | 771         | 771        | 771         |
| 2020   | 798         | 802         | 806        | 810         |
| 2021   | 826         | 834         | 842        | 850         |
| 2022   | 855         | 867         | 880        | 893         |
| 2023   | 885         | 902         | 919        | 937         |
| 2024   | 916         | 938         | 961        | 984         |
| 2025   | 948         | 976         | 1004       | 1033        |
| 2026   | 981         | 1015        | 1049       | 1085        |
| 2027   | 1015        | 1055        | 1096       | 1139        |
| 2028   | 1051        | 1097        | 1146       | 1196        |
| 2029   | 1088        | 1141        | 1197       | 1256        |
| 2030   | 1126        | 1187        | 1251       | 1319        |
| 2031   | 1165        | 1234        | 1308       | 1385        |

## EVOLUTION DE L'ACTIVITE



Avec un taux de progression déjà élevé de 3,5%, le crématorium atteindra un taux d'utilisation de 100,00%, vers la fin de l'exercice 2032 ; soit avant le terme du contrat.

Avec un taux de progression de 4%, il faudra effectuer cette ouverture, un an plus tôt, dès l'exercice 2031.

Avec un taux de progression de 4,5%, il faudra réaliser 2 crémations supplémentaires, sur chaque samedi après-midi ( $2 \times 52 = 104$ ).

Ainsi, la capacité théorique de l'établissement sera portée à ( $1361 + 104 =$ ) 1.465 crémations, avec un taux d'utilisation de :

- $1.308 / 1.465 \times 100 = 89,28\%$ .

Avec un taux de progression de 5%, il faudra imaginer d'autres solutions.

Par exemple, l'équipement pourrait essayer de monter à 6 crémations, sur 6 jours par semaine, soit :  $293 \times 6 = 1.758$  crémations et un taux d'utilisation de ( $1385 / 1758 \times 100 =$ ) 78,78% en fin de contrat.

Hors événements exceptionnels (pandémies, fermetures d'établissements concurrents...) le crématorium de Gap devrait donc absorber la hausse de l'activité prévisible, jusqu'au terme du prochain contrat.

En conséquence, il n'est pas nécessaire de prévoir des niveaux d'investissements importants (rénovation, extension, restructuration, second four, nouveau crématorium) ; ce qui permet d'évacuer certains modes de gestion : concession, P.P.P...

- **LES ÉCONOMIES ATTENDUES DE CE CHOIX.**

| LES MODES DE GESTION           | LES ÉCONOMIES ATTENDUES  |
|--------------------------------|--|
| <u>LA GESTION DIRECTE</u>      | Un minimum de 80K€, sur une durée de 8 ans.  |
| <u>LA GESTION EXTERNALISÉE</u> |  |
| LES MARCHÉS PUBLICS            |  |
| LA GÉRANCE                     | Pas adaptée, au regard des exigences de qualité de la Collectivité.<br>Risque patrimonial. |
| LA RÉGIE INTÉRESSÉE            | Pas adaptée, au regard des exigences de qualité de la Collectivité.<br>Risque patrimonial. |
| LA CONCESSION                  | Pas adaptée - l'équipement étant déjà réalisé.   |
| L'AFFERMAGE                    | Ce mode de gestion apparaît le plus adapté à la situation actuelle.                        |
| LES S.E.M.                     | Un minimum de 20K€ (recherche d'actionnaires,  |

|   |  |
|---|--|
| <b>LES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE</b>          | rédaction des statuts...).   |
| <b>LE P.P.P.</b>                              | Pas adapté, en l'absence d'investissements significatifs. Le coût global serait encore plus important, en raison des difficultés du contrôle du cocontractant. |
| <b>LA S.P.L - LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE.</b> | Un minimum de 20K€, pour le montage économique et juridique.   |

- **LE SEUIL DE LA PROCÉDURE.**

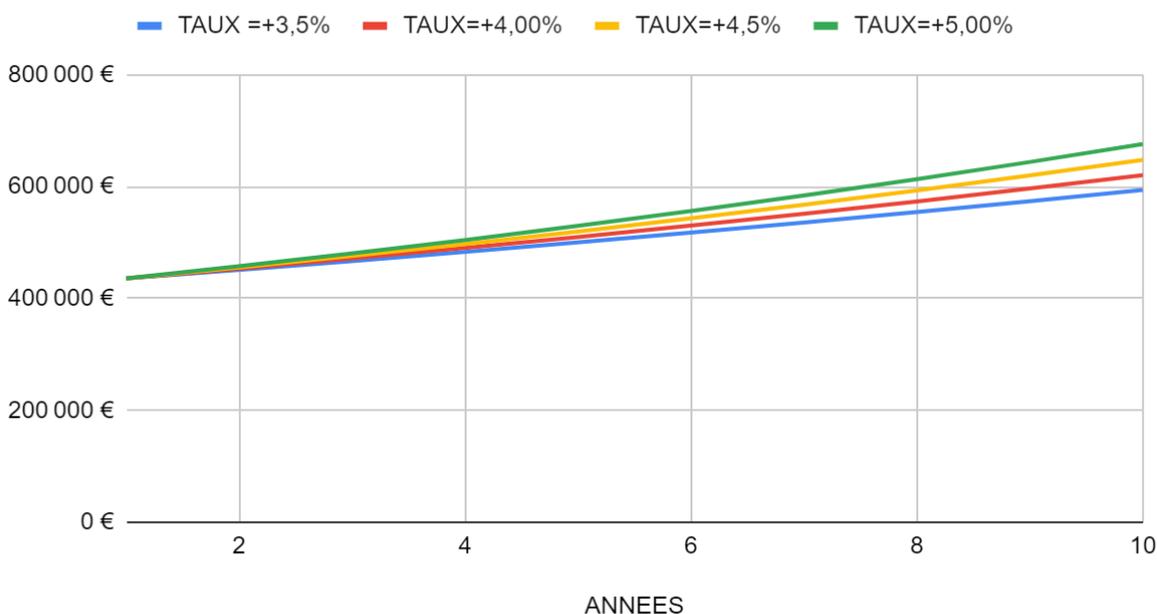
Pour bénéficier d'une procédure simplifiée, il faut que les recettes générées par l'exploitation ne dépassent pas 5.350.000.€.HT (seuil applicable au 1er janvier 2020 - J.O.U.E du 31 octobre 2019).

| <b>ANNÉES</b> | <b>TAUX =+3,5%</b> | <b>TAUX=+4,00%</b> | <b>TAUX=+4,5%</b> | <b>TAUX=+5,00%</b> |
|---------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| 2019          | 379 833 €          | 379 833 €          | 379 833 €         | 379 833 €          |
| 2020          | 393 127 €          | 395 026 €          | 396 925 €         | 398 825 €          |
| 2021          | 406 887 €          | 410 827 €          | 414 787 €         | 418 766 €          |
| 2022          | 421 128 €          | 427 260 €          | 433 453 €         | 439 704 €          |
| 2023          | 435 867 €          | 444 351 €          | 452 958 €         | 461 689 €          |
| 2024          | 451 122 €          | 462 125 €          | 473 341 €         | 484 774 €          |
| 2025          | 466 912 €          | 480 610 €          | 494 641 €         | 509 013 €          |
| 2026          | 483 254 €          | 499 834 €          | 516 900 €         | 534 463 €          |
| 2027          | 500 168 €          | 519 828 €          | 540 161 €         | 561 186 €          |
| 2028          | 517 673 €          | 540 621 €          | 564 468 €         | 589 246 €          |
| 2029          | 535 792 €          | 562 246 €          | 589 869 €         | 618 708 €          |
| 2030          | 554 545 €          | 584 735 €          | 616 413 €         | 649 643 €          |
| 2031          | 573 954 €          | 608 125 €          | 644 152 €         | 682 125 €          |

| ANNEES        | TAUX =+3,5%        | TAUX=+4,00%        | TAUX=+4,5%         | TAUX=+5,00%        |
|---------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 1             | 435 867 €          | 435 867 €          | 435 867 €          | 435 867 €          |
| 2             | 451 122 €          | 453 302 €          | 455 481 €          | 457 660 €          |
| 3             | 466 912 €          | 471 434 €          | 475 978 €          | 480 543 €          |
| 4             | 483 254 €          | 490 291 €          | 497 397 €          | 504 571 €          |
| 5             | 500 167 €          | 509 903 €          | 519 780 €          | 529 799 €          |
| 6             | 517 673 €          | 530 299 €          | 543 170 €          | 556 289 €          |
| 7             | 535 792 €          | 551 511 €          | 567 612 €          | 584 103 €          |
| 8             | 554 545 €          | 573 571 €          | 593 155 €          | 613 309 €          |
| <b>TOTAUX</b> | <b>3 945 332 €</b> | <b>4 016 177 €</b> | <b>4 088 438 €</b> | <b>4 162 141 €</b> |

En conséquence, il est possible de recourir à la procédure simplifiée.

### TAUX =+3,5%, TAUX=+4,00%, TAUX=+4,5% et TAUX=+5,00%



#### - LA CORRÉLATION ENTRE LES CONTRAINTES LOCALES ET LE CHOIX DE LA D.S.P.

Pour mémoire, la Collectivité doit tout d'abord assurer l'égalité d'accès des usagers à ce service public délégué.

Elle devra également maintenir l'égalité d'accès au crématorium de Gap et des Alpes du sud, des quelques opérateurs funéraires intervenant sur le territoire.

Enfin, et même si elle doit éviter la constitution d'une situation monopolistique, conformément au droit européen ; la Collectivité devra veiller à l'égalité d'accès des candidats à la Commande publique.

- **LE NOUVEAU CONTRAT.**

**L'OBJET :**

La Collectivité souhaite conserver un objet similaire, à celui défini dans le contrat actuellement en vigueur.

**LA DURÉE :**

La Commune envisage la passation d'un nouveau contrat de délégation de service public, sur une durée de huit ans.

**LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATIONS ASSURÉES PAR LE DÉLÉGATAIRE.**

La Commune souhaite conserver des caractéristiques et des prestations semblables à celles prévues dans le contrat actuellement en vigueur.

**LES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC :**

- **LA CONTINUITÉ.**

La Collectivité souhaite contracter avec un professionnel de ce secteur d'activité, présentant toutes les garanties de compétences et de capacité financière, permettant d'assurer la continuité de ce service public.

À ce niveau, le mode de gestion retenu (avec la mutualisation des moyens et les synergies générées) devrait permettre d'absorber les aléas, liés à l'exploitation de cet équipement communal (absence de personnel, forte variation, travaux, maintenance...).

- **LA MUTABILITÉ.**

De la même manière, le mode de gestion et les capacités du candidat, qui ont été retenus, devraient permettre à la Collectivité : d'anticiper les évolutions de ce secteur d'activité ; et, donc, d'assurer la mutabilité de ce service public délégué.

## - L'ÉGALITÉ.

Tout au long de la procédure de délégation et lors de l'exécution du contrat, la Collectivité sera particulièrement vigilante, sur la capacité du candidat retenu, à assurer l'égalité des usagers de ce service public, ainsi que des différents opérateurs funéraires.

Elle sera également vigilante sur l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes.

Elle combattra toutes différences de traitements et toutes formes de discriminations, qui surviendraient dans le cadre de l'exploitation de ce service public délégué.

**Le délégataire devra respecter le principe de laïcité et surtout, de neutralité. Aussi tous les agents de droit privé chargés de cette mission de service public devront avoir un comportement neutre comme les agents publics.**

## L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.

Afin d'appréhender l'équilibre économique et financier du prochain contrat de D.S.P, il faut étudier différents aspects :

- les tarifs,
- les redevances,
- la fiscalité,
- les investissements...

L'équilibre économique du prochain contrat ne reprendra pas nécessairement les caractéristiques du précédent contrat.

## L'ÉTENDUE DES CONTRÔLES.

La Commune souhaite poursuivre les contrôles qui seront effectués, sur la prochaine D.S.P, et, elle reprendra également quelques pénalités, afin de contraindre le délégataire à une bonne exécution de ce service public et à maintenir le niveau de qualité souhaité par la Collectivité.

Enfin, la Commune envisage d'imposer au délégataire l'exploitation de ce service public par une société dédiée, afin de faciliter le contrôle de la nouvelle D.S.P.